

LA PROBLÉMATIQUE DU RAPPORT ENTRE MORALE ET POLITIQUE

YACOUBA Halidou

Maître-Assistant au Département de Philosophie

Université Abdou Moumouni de Niamey

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La question politique a toujours préoccupé les philosophes. Pour les uns comme pour les autres, se pose la question du rapport entre morale et politique. Comme l'a si bien dit Judith Butler, « le rapport de la morale et de la politique redevient central pour la réflexion, et l'interrogation angoissée qui a saisi la pensée de Platon à Rousseau se repose dans le contexte du capitalisme avancé dont Adorno sut décrire les effets parce qu'il ne renonça jamais aux exigences descriptives que Marx avait reçu de Hegel. »¹

Mais il est particulièrement remarquable que les différentes conceptions philosophiques analysées à fond soient à la fois contradictoires et complémentaires. Et cela parce que, autant une politique qui ne s'occupe que de morale risque de conduire à l'inaction politique, autant une politique qui fait abstraction de toute considération morale conduira inévitablement à des désastres politiques, humains et écologiques pour reprendre la pertinente remarque du philosophe français Jean-François Mattéi.

Ainsi, dans son acception noble, sinon étymologique, la politique est étroitement liée à la morale. Fouler aux pieds celle-ci en politique semble découler de la corruption du pouvoir politique. Pourtant à bien voir les choses, il existe une éthique politique au moyen de laquelle l'homme politique peut, de manière volontariste, s'occuper exclusivement de l'intérêt général dans la mesure de l'humaine condition. Toutefois, il nous convient d'éviter, comme dit Niamkey Koffi, « le risque de confusion dont nous menacent tant les identifications que les distinctions exclusives qui concourent au renforcement de notre incapacité à penser des relations légitimes entre politique et morale. En effet, les confusions nées d'un tel état de fait suscitent le mépris de la politique, dévalorisent celle-ci et tuent l'exercice de la citoyenneté sans laquelle il n'y a plus de société démocratique.² » Le problème fondamental est de savoir ici la fin, autrement dit le but de la politique. La politique est-elle liée à la

morale ? Ou bien peut-elle se passer de la morale, sinon du moral ?

Soumettre la corrélation, c'est-à-dire le rapport interactif et dynamique entre morale et politique, à une certaine objectivité critique, telle est notre intention.

I.- APPROCHE CONCEPTUELLE

Du grec polis cité, la politique est l'art de gérer la Cité, laquelle est constituée par l'ensemble des citoyens. La cité est un Etat en miniature. La politique renvoie donc aux actions ou plans d'action relativement aux affaires publiques dans l'Etat. L'Etat, dans son acception moderne, est un ensemble d'individus soumis à une même autorité politique et vivant sur un même territoire dont la souveraineté est reconnue par le droit constitutionnel. Quant au terme morale, il renvoie au bien général et singulièrement au bien particulier. La morale a une double dimension. C'est ce qui fait dire à Russell ceci : « Nous avons jusqu'ici considéré deux conceptions discordantes de la morale. La première dit que la morale est ce qui est conforme au code éthique de la communauté à laquelle on se trouve appartenir ; la seconde, que la morale est l'obéissance à la volonté de Dieu ou à la conscience individuelle. »³

L'approche philosophique fait de la morale le critère définissant une conduite morale, laquelle consiste à bien agir. La morale est science du bien et du mal, des principes de l'action par opposition à l'éthique entendue comme science de la morale. Cependant en français morale et éthique ont des sens souvent confondus. Le sens c'est ce grâce à quoi la signification et les signes deviennent signifiants. On entend par signification la clôture du signe par l'évènement de la désignation. Ainsi maîtriser les sens des termes morale et politique revient à bien comprendre leur rapport dialectique. En d'autres termes, « pour comprendre les rapports multiples et contradictoires qui nouent et dénouent les liens de la morale et de la politique, nous avons choisi de faire retour aux mots pour penser la distinction des termes, tout en apprenant à les articuler afin de nous rendre aptes à mettre en évidence des relations légitimes entre eux. »⁴ Concrètement le problème fondamental est de savoir ici si ces deux domaines pratiques que sont la politique et la morale peuvent faire bon ménage.

La politique a pour cause finale le maintien de la cohésion sociale en ménageant les antagonismes caractéristiques de tout vivre ensemble. Autrement dit, « la politique, conformément à sa double racine (*polemos* et polis) consiste toujours à domestiquer l'hostilité et à essayer à domestiquer le potentiel d'antagonisme qui accompagne toute construction d'un

espace social et des identités collectives et individuelles.⁵ » Quant à la morale, partant de son étymologie, elle a une visée normative : « elle indique ce qu'il faut faire et proscrit ce qu'il ne faut pas faire. »⁶

II.- LA MORALE COMME FIN DE LA POLITIQUE

Pour les Anciens, il existe un lien indissociable entre morale et politique. Et c'est parce que, comme dit Hegel, toute philosophie est fille de son temps, que les premiers grands essayistes de la politique, à savoir Platon et Aristote, ont tenté de donner une fondation scientifique, sinon rationnelle à cette opinion vraie. Ainsi pour le premier, toute politique sérieuse a pour cause finale l'intérêt général, lequel ne peut préoccuper que ceux qui en possèdent la science, à savoir les philosophes. C'est dire que science politique et science du bien sont une seule et même chose. Qui dit science du bien dit dialectique. Le véritable dirigeant politique est par nature dialecticien. Connaissant l'idée du Bien il est à même de la dispenser dans la Cité tout entière. De ce fait il instaure le bonheur dans la Cité.

En d'autres termes, le gouvernant dialecticien, en portant sa pensée sur les « *gnōstons* » ou intelligibles, se retourne pour les appliquer au monde sensible ou monde des « *doxastos* » pour parler comme Niamkey Koffi. C'est dire que la politique est à la fois théorie et pratique du bien dans l'Etat. Le bien renvoie à un savoir suprême appelé dialectique. Celle-ci est entendue comme « apothéose de la science. »⁷ « La dialectique se présente comme une méthode de mise en crise de l'opinion pour la conduire à l'expérience de la nescience où elle éprouve la conscience de son ignorance. »⁸ Ceux qui possèdent ce savoir sont appelés vrais philosophes ou dialecticiens. Ils gouvernent en vue de rendre l'Etat heureux. Cet Etat heureux s'appelle république. Le concept de République de type platonicien nous renvoie au meilleur régime politique, à savoir l'Etat dont l'appareil gouvernemental est piloté par les philosophes, c'est-à-dire les amis du savoir. Il s'agit du vrai savoir ou dialectique.

La dialectique, par définition, est la science du bien. Et le bien dont il est ici question c'est le bien qui est fondé non pas sur des principes subjectifs et contingents, mais nécessaires et universels, c'est-à-dire rationnels, donc acceptables par tous dans la mesure de l'humaine condition. Toute chose qui passe par la sagesse politique dont le fond abyssal est le sens de la responsabilité. Cela signifie que l'homme politique doit prendre conscience « par rapport à l'obligation d'un engagement politique fondé sur ce que Hans Jonas appelle « Principe responsabilité » Celui-ci induit, pour la politique, la double exigence d'une « éthique de la sagesse » et d'une « éthique du respect. »⁹ » Encore faut-il souligner que l'exigence d'une morale civique ne peut être le

produit de l'éducation. Celle-ci produit des citoyens actifs qui une fois devenus politiques arrivent facilement à faire coïncider morale et politique. C'est ce qui fait penser à Platon que toute réforme politique passe par une réforme éducative. La pratique du bien dans la Cité est fonction de l'éducation de ses membres et surtout de ses dirigeants.

Pour Platon, la foule ignorante, c'est-à-dire privée de connaissance est ontologiquement disqualifiée à faire de la politique. Celle-ci est une science dont seuls ceux qui la possèdent sont habilités à diriger une Cité. La science politique ou dialectique est le produit non pas du hasard, mais de l'éducation. La dialectique est une science absolue dont l'objet qu'est le Bien est lui-même absolu. Ce n'est pas un bien qui est bien pour les uns et mal pour les autres, bien sous un rapport et mal sous un autre, bien en un temps et mal en un autre, bien pour les uns et mal pour les autres, mais un bien qui est bien en tout temps et pour tous dans la mesure de l'humaine condition. C'est un bien qui est marqué du sceau de l'immuabilité, de la stabilité et de l'éternité. Le dirigeant-philosophe ou dialecticien se doit de dispenser ce bien dans la Cité tout entière. Le dirigeant politique tel que l'entend Platon est, par nature, d'esprit dialecticien, autrement dit capable d'intégrer l'unité au sein de la diversité.

L'unité, hier comme aujourd'hui, demeure l'horizon ontologique de toute République. Ainsi le meilleur dirigeant politique est, par analogie, un pasteur, lequel conduit son troupeau non pour son propre intérêt, mais pour celui du troupeau. Autrement dit, le bon dirigeant politique gouverne le peuple dans l'intérêt de ce dernier et dans le sien propre. Tout comme son maître Platon, pour Aristote, l'action politique a pour cause finale le Souverain bien, condition de tous les biens particuliers. Le Souverain bien est le but suprême de l'Etat vu que tout homme dans le moindre de ses actes vise son bien. Or l'Etat ne peut atteindre ce Souverain bien que si et seulement si tous les citoyens sont vertueux. D'où la nécessité de l'éducation comme transmission de la vertu ou science du bien. Dans le même ordre d'idées, Kant pense qu'on peut subordonner la politique à la morale, plus précisément à l'impératif catégorique entendu comme bonne volonté. La morale est la fin visée par la politique. L'action politique trouve son fondement dans un devoir ou bonne intention. La politique dans sa visée éthique refuse de facto le mensonge, la mauvaise foi, tout ce qui fait entorse à la morale, disons à l'éthique collective pour reprendre une formule hégélienne.

Le bien, en tant qu'il s'oppose au mal, est lié, à l'origine, au pouvoir pour reprendre les propos de l'auteur de *Ethique et politique*, Russell. C'est ainsi que, par exemple, le Roi doit faire ce qui est droit aux yeux du Seigneur. Et il convient de remarquer que ce code éthique existe

dans toutes les professions étatiques. Les militaires doivent combattre pour la défense de la patrie au prix de leur vie. Les pompiers doivent risquer leur vie lors d'un incendie. Les sauveteurs maritimes doivent aller en mer lors d'une tempête. Les médecins doivent risquer une infection lors d'une épidémie. Tous ces codes éthiques concourent à la mission régaliennne de l'Etat qui doit réaliser le bien général.

C'est dire que la politique est la science organisatrice de la société. Elle est la science souveraine de laquelle dépendent toutes les sciences particulières. Celles-ci ne sont que des moyens dont elle se sert pour réaliser le bien général : « la politique, dit Aristote, utilise les autres sciences pratiques, qu'elle légifère sur ce qu'il faut faire et éviter, la fin qu'elle poursuit peut embrasser la fin des autres sciences, au point d'être le bien suprême de l'homme.. » En d'autres termes, la politique est la science de faire le mieux au sens moral du terme, et en vue du bien public. D'où la nécessité pour les intellectuels de rappeler constamment aux politiques la prééminence de l'exigence morale, sans quoi ils trahissent leur vocation.. En face des pouvoirs ils doivent constituer une gauche exigeante, au lieu de se cloîtrer dans une tour d'ivoire. Ils doivent faire irruption dans l'espace public pour éclairer la communauté politique. Comme dit Niamkey, « contre la réalité, on attend donc des intellectuels, en Afrique, qu'ils ne servent pas les dictatures, mais qu'ils prennent la parole franchement, et qu'ils soient enfin une force d'émancipation des peuples.¹⁰ »

III.- LA POLITIQUE CONTRE LA MORALE

Dans une autre façon d'analyser les choses, la politique n'a pas pour fin la morale, mais les succès de l'action, autrement dit ses résultats. Ce qui importe pour le politique c'est l'efficacité de l'action, laquelle fait abstraction des scrupules moraux. Peu importe que les moyens soient moraux ou immoraux. La politique, selon Niamkey, « se réduit à une simple technologie de l'exercice du pouvoir, à l'économie. »¹¹ La fin justifie les moyens. La politique est, par essence, lutte pour conquérir et conserver le pouvoir. Et comme le but final de la lutte c'est la victoire il faut user de la force pour vaincre ses adversaires ou ennemis politiques. Telle est l'essence de la politique selon Machiavel.

L'homme politique et particulièrement le tyran est l'incarnation du mal politique. Pour protéger son pouvoir il se sert de la terreur. Il assassine, emprisonne ou fait exiler ses ennemis réels ou supposés. Il rend malheureux ses gouvernés. Mais, à bien voir les choses, le tyran, incarnation de la toute puissance, est lui-même un homme malheureux.

En effet selon Platon, s'il fait ce qui lui plaît, il ne fait pas ce qu'il veut, en ce sens qu'il n'agit pas selon le bien.

Entre autres, qui mieux que Machiavel aura fait une anthropologie politique ? Pour ce penseur par exemple, l'homme politique pour conserver son pouvoir doit être à la fois lion et renard, renard pour détecter ou contourner les pièges que lui tendent ses ennemis et lion pour les briser. Vouloir jouer aux scrupules moraux avec ses adversaires politiques c'est se faire impitoyablement vaincre par eux. La morale est aux antipodes de la politique en ce sens les hommes sont naturellement méchants. « *Un homme dit Machiavel qui en toute occasion voudrait faire profession d'homme de bien, il ne peut éviter d'être détruit parmi tant de gens qui ne sont pas bons. Aussi est-il nécessaire à un prince, s'il veut se maintenir, d'apprendre à pouvoir n'être pas bon, et d'en user et n'user pas selon la nécessité.* »¹² Et comme ils n'aiment que les apparences, il convient au dirigeant politique de leur jouer aux apparences. Il doit chercher non pas à être aimé, mais craint par le peuple. Encore faut-il que cette crainte ne soit nullement fondée sur la haine. Car celle-ci exacerbée débouche inévitablement sur la révolte, donc la conséquence logique est la perte du pouvoir. De ce fait, la politique a le droit de subordonner la morale à l'intérêt. Faire le mal même à regret, s'impose nécessairement afin d'éviter d'être éliminé dans un monde de fourberie et de méchanceté. Pour ce faire, le politique doit seulement éviter le vice qui entraîne un discrédit. En d'autres termes pour Machiavel, la politique est au-delà du bien et mal. Ignorer cela c'est ignorer l'essence de la politique.

Prenons une autre illustration plus en rapport avec le caractère non moral de la politique, à savoir la raison d'Etat. Celle-ci s'insurge contre la morale partisane. En effet face à une situation exceptionnelle, pour une question de survie et d'efficacité politique un gouvernement s'affranchit de la morale prescriptive en violant le droit. La raison d'Etat se veut donc un idéal supérieur au nom duquel l'Etat foule au pied, fait abstraction, se moque et immole les libertés individuelles. Au moyen de l'exercice critique de la raison, il prend conscience du risque, sinon des effets néfastes que pourrait entraîner une soumission de l'action politique à la loi morale.

En d'autres termes, la politique, dans son acception moderne marquée du sceau de la démocratie pluraliste, ne saurait imposer une morale unitaire. Et cela parce que, selon la pertinente remarque de Niamkey Koffi, « *le principe cardinal de la démocratie c'est qu'il ne peut y avoir une seule conception du bonheur, du bien-être, du bien-vivre qui soit impossible à tous. Chacun doit avoir la possibilité de rechercher son bonheur comme il l'entend, de se fixer lui-même ses propres objectifs et de tenter de les réaliser à sa façon.* »¹³ Une telle vision du bien consiste dans ce que Rawls appelle le consensus par recoupement comme fondement

de la société bien ordonnée, c'est-à-dire démocratique. Chaque citoyen est libre de mener sa vie comme il l'entend, mais à la seule et unique condition qu'il ne nuise pas aux autres. C'est dire qu'il doit être à la fois rationnel et raisonnable. Si morale il y a en politique elle ne peut être qu'une « *esthétique de l'existence où l'individu s'accomplit dans la plastique de sa conduite.* »¹⁴ C'est dire que la question éthique en politique ne consiste plus dans une certaine morale métaphysique ou métamorale qui impose ses principes aux sujets. Elle ne saurait nullement se réduire à un système d'interdits, à une dialectique du bien et du mal. Aujourd'hui la question éthique en politique se résume, pourrait-on dire, au seul critère de la mesure dans la conduite de soi.

Aux yeux du philosophe africain, Niamkey Koffi, il se pose désormais la problématisation éthique et le rapport au pouvoir. « *Celle-ci, dit-il, s'ouvre sur une politique de la conscience, c'est-à-dire une morale personnelle, non universalisable, non prescriptive, dont chacun devrait décider et qu'il devrait pratiquer, quel que soit le poids du système d'assujettissement.* »¹⁵ C'est dire que le gouvernement de soi est l'antidote à tout mal politique. Même dans une dictature l'individu humain peut être heureux s'il arrive à faire le distinguo entre ce qui dépend de lui et ce qui ne dépend pas de lui. Accepter la nécessité vaut mieux que la braver. N'est-ce pas que la nécessité c'est ce qui ne peut pas ne pas être ? On peut éviter l'impact négatif de la nécessité non par la force, mais par la raison, sinon la ruse de la raison. C'est dire que « *au milieu de tant d'embûches, le gouvernant n'aura à se guider que sur sa seule raison personnelle. Toute chose qui fait de l'activité politique une pratique, une vie, à laquelle on ne peut se livrer que par un choix libre et volontaire.* »¹⁶

L'exercice du pouvoir fait souvent entorse à la morale prescriptive dont les manifestations phénoménales sont, entre autres, la vérité, le juste, l'honnêteté, la sincérité. En politique les vérités cèdent la place aux mensonges. C'est ce qui fait dire à Hannah Arendt que les mensonges ont toujours été considérés comme des outils nécessaires et légitimes, non seulement du métier de politicien ou de démagogue, mais aussi de celui d'homme d'Etat. Ainsi faut-il en vouloir à un Chef d'Etat de mentir à son peuple si tant est que lui dire la vérité est lourd de conséquences dommageables ? Chez Platon le diseur de vérité met sa vie en danger. Ainsi est-il bon pour un dirigeant politique ou un opposant de dire toujours la vérité ? Le mensonge organisé, tel que nous le connaissons aujourd'hui, pourrait être une arme appropriée contre la vérité. C'est le mensonge organisé qui domine aujourd'hui la chose publique.

Pour résoudre les confusions sémantiques entre morale et politique, il est plus qu'urgent de créer une nouvelle éthique politique capable de réconcilier, sinon de créer une harmonie complète entre intérêts

privés et intérêts publics ; et cela parce que « chaque homme, nous l'avons vu, recherche nécessairement la satisfaction de ses propres désirs ; il sera donc question de promouvoir le bien général que si ses propres désirs conduisent à des actes ayant ce résultat. »¹⁷ Et pour qu'il y ait compatibilité entre bien privé et bien public, il faut que les gouvernants fassent montre à la fois d'une éthique de conviction et d'une éthique de responsabilité. Et cela est possible au moyen de la justice. Selon Niamkey Koffi, tout est question de volonté et d'engagement. L'action politique doit être juste vu que l'acte juste a le plus de chances de contribuer au bien général. Il s'agit de créer une citoyenneté responsable au moyen de l'éducation républicaine. Ceux qui ont bénéficié de l'éducation civique, une fois au pouvoir feraient facilement montre de responsabilité politique, condition de progrès politique. « La responsabilité politique dit Niamkey, joue un rôle de disjoncteur pour protéger les institutions et, plus largement, l'ordre social. Elle assure la canalisation de l'agressivité sur un petit nombre d'hommes politiques à des fins pacificatrices. »¹⁸

IV.- POUR BIEN ARTICULER MORALE ET POLITIQUE

Le caractère moral ou non de tout pouvoir politique consiste dans son élément constitutif universellement reconnu, « à savoir le rapport commandement –obéissance »¹⁹, lequel est motivé par trois choses : le désir de domination, le désir de faire le bien d'autrui et l'incorporation à la sacralité de tout pouvoir. Mais dans un cas comme dans l'autre, tout pouvoir même autoritaire ou totalitaire se dit marqué du sceau d'un « versant altruiste, la satisfaction de contribuer au bonheur des gouvernés. (... Le pire tyran ne peut éviter d'invoquer même fallacieusement, un certain bien commun pour légitimer son pouvoir. »²⁰ D'ailleurs tout pouvoir aussi démocratique soit-il demeure un risque, en ce que son détenteur est naturellement tenté d'en abuser. Et cela parce que « le désir de domination, dit Jean Luc Chabot, s'accomplit dans l'exercice d'une puissance à l'égard d'autrui comme dans l'admiration et la confiance dont les gouvernants peuvent bénéficier de la part des gouvernés. Ce versant égoïste de l'exercice du pouvoir peut aboutir à des déviations : excès d'autorité, volonté possessive d'accaparement des éléments du pouvoir y compris de la personne des gouvernés, vanité non corrigée issue de la position dominante, etc. »²¹

Le risque de tout pouvoir c'est de ne pas réaliser sa fonction performative, à savoir la vie bonne des gouvernés. Et dans un contexte démocratique la non satisfaction d'une telle exigence conduit à la contestation, sinon à des revendications. Encore faut-il que celles-

ci soient justes et raisonnables. C'est dire qu'en politique si a priori l'obéissance est une exigence morale, elle devient un déni de liberté lorsque les gouvernants ne gèrent plus selon les termes du contrat social. Mais pour prévenir les guerres intestines ou civiles souvent inhérentes à la mal gouvernance, il importe aux gouvernants de toujours privilégier le dialogue. Car « n'oublions pas à ce propos, que théoriquement parlant, pratiquement toutes les guerres ont eu pour origine le refus obstiné du dialogue, complété par la volonté maléfique d'anéantissement de l'Autre qui aurait d'être pourtant le partenaire privilégié du dialogue²². Les uns et les autres doivent comprendre qu'il existe une morale moins exigeante pour la politique. C'est ce qui amène Hegel à penser que l'Etat ne peut se poser les problèmes de la morale subjective. L'Etat est fondé sur une éthique collective. De ce fait, il n'est ni moral ni immoral.

Pour bon nombre de philosophes post-modernes, pour saisir le sens de la corrélation entre morale et politique, l'une comme l'autre doit passer au crible d'une pensée herméneutique. Et cela suppose, selon Niamkey Koffi, par exemple, une remise en cause de certaines idées classiques. Concrètement il s'agit de comprendre désormais que nous assistons à « la fin des morales prescriptives et des fondements. » Cela se traduit par « l'émergence difficile d'une éthique politique : le Moi est mort vive le moi. »²³ Toute chose qui nous renvoie au pluralisme moral, lequel est la voie royale qui conduit à l'intégration sociale, sinon républicaine. D'où la nécessité de l'éducation seule capable d'accoucher de la citoyenneté républicaine.

La citoyenneté républicaine est gage du bien premier de la fonction d'un Etat, à savoir la sécurité de ses membres. Ainsi la paix est au centre de la pensée philosophique de Niamkey. Car sans paix aucun bien individuel ou collectif ne peut être garanti. Or la culture de la paix a pour passerelle ce que Habermas appelle l'intégration républicaine, Encore faut-il préciser que le règne de la paix en démocratie ne signifie nullement l'absence de toute forme de conflictualité. La vitalité d'une démocratie se mesure par la possibilité donnée aux citoyens de manifester publiquement contre les conditions de vie induites par la précarité. D'où cette longue et édifiante remarque de Judith Butler : « Quand des populations sont laissées pour compte par la politique économique et sociale, alors les vies sont jugées comme n'étant pas dignes d'assistance. A l'encontre de telles gestions politiques, la vision politique contemporaine de la performativité insiste sur l'interdépendance des créatures vivantes ainsi que sur les obligations éthiques et politiques qui découlent de toute gestion qui priverait une population d'une vie vivable. »²⁴ La vision postmoderne de la politique nous permet de dire, comme l'a déjà souligné le sage et pragmatique Kant, que toute politique doit se prosterner devant le droit et la morale sans pour autant alléguer

de mauvais alibis pour s'y soustraire : « Les droits de l'homme, dit-il, doivent être tenus pour sacrés quelque grands sacrifices que cela puisse coûter au pouvoir qui gouverne. »²⁵ Il s'agit de concilier la justice avec la liberté. Le défi de la postmodernité est de construire la justice dans le plus injuste des mondes pour reprendre la formule de Camus.

Bien plus, vue dans sa dimension planétaire, la politique commande à beaucoup penser. Ainsi il revient plus que jamais aux intellectuels de combler le vide éthique dans lequel la technologie de pointe et la mondialisation de l'économie nous a jetés. Il nous faut une éthique du présent et du futur pour contrecarrer les dérives barbares de la politique mondiale ou mondialisation. Toute chose qui traduit le caractère inséparable de la morale et de la politique (vivre une vie bonne. De la pertinente remarque d'Adorno dont Niamkey est un grand lecteur : « une conduite éthique ou une conduite morale ou immorale est toujours un phénomène social- en d'autres termes, il est absolument absurde d'évoquer une conduite éthique ou morale sans prendre en compte les relations que les humains entretiennent, et un individu qui n'existerait que pour lui-même n'est qu'une abstraction vide. »²⁶

CONCLUSION

En définitive, même si la morale n'est pas la politique, toute politique qui foule aux pieds la morale est inévitablement suicidaire. La controverse entre morale et politique porte plus sur les moyens que les objectifs de la politique. Car tout pouvoir politique dit en principe qu'il est soucieux de l'intérêt général. Mais c'est dans les faits que cette formulation éthique est soit prouvée soit démentie. Il est aujourd'hui indéniable de constater que malgré le progrès démocratique que nous vivons dans le monde, il persiste encore, à tort ou à raison, « les préjugés contre la politique selon lesquels, en son fond, la politique est une activité sale, un tissu de mensonges et d'impostures au service d'intérêts sordides, bref amoralité. »²⁷ A vrai dire, comme l'a si bien vu Niamkey Koffi, « les valeurs que propose la culture de soi, se résument au principe d'une relation à soi qui permette de fixer les formes et les conditions dans lesquelles une action politique, une participation aux charge s du pouvoir, l'exercice d'une fonction publique, seront possibles ou impossibles, inacceptables ou nécessaires. »²⁸

Partisan incontestable de la dialectique, Niamkey Koffi peut être un chantre des unités nationales dont nos Etats africains ont cruellement besoin. Si nos Chefs d'Etat africains peuvent s'efforcer à être des dialecticiens ce serait le salut pour nos peuples. Le mal politique dont souffrent la plupart des Etats africains c'est l'ethnicité politique,

laquelle débouche tôt ou tard sur des guerres et conflits identitaires non souhaitables. L'ethnicité politique empêche l'émergence des Etats-nations en Afrique. Il importe donc à nos dirigeants africains de se ressourcer à la pensée dialectique de Niamkey Koffi vu que la dialectique consiste à créer l'unité au sein de la diversité. Bien appliquée en politique la dialectique conjure l'ethno-démocratie en Afrique.

La dialectique est génératrice de paix, condition première, originelle et fondamentale de toute politique de développement. Appliquée en politique, la dialectique s'avère comme un bien inestimable, un bien qui est au-dessus de toute expression. Si d'aucuns pensent, à tort ou à raison, que dans l'histoire politique de son pays, la Côte d'Ivoire, Niamkey Koffi s'est comporté aux antipodes de sa science philosophique, il est loisible, sans être l'avocat du diable, de leur répondre en ces termes. Juridiquement parlant, il n'est impliqué dans aucun acte de violence physique. Si violence il en a été acteur, n'est-ce pas la violence civilisée ? Est appelée violence civilisée celle qui procède par le débat d'idées, lequel selon Niamkey,

« tire son importance de ce qu'il prend la place de la violence matérielle comme mode d'affrontement entre rivaux. Il substitue à la violence sauvage une violence civilisée qui se nourrit de l'arme du langage, d'où l'importance de celui-ci. »²⁹ A la limite, ses adversaires politiques peuvent aussi lui répondre, à juste titre, que la violence ne peut être véritablement civilisée qu'à la seule et unique condition qu'elle est constamment surveillée par le droit. D'où, comme dit Moses Finley, « le prix de la liberté, c'est une éternelle vigilance. »³⁰

Pour dire les choses en raccourci, la politique s'avère à la fois comme science idéale du bonheur et art de l'action aventureuse. "

NOTES

Judith Butler, *Qu'est-ce qu'une vie bonne ?*, Payot, Paris, 2014, p. 38.

NIAMAKEY (Koffi).- *Ecrits politiques Tome2*, NEI CEDA, Abidjan, 2014, p. 112.

Russell Bertrand, *Ethique et politique*, Payot, Paris, 2014, p. 50.

NIAMAKEY (Koffi).- *Ecrits politiques, Tome2*, NEI CEDA, Abidjan, 2014, p. 112.

Ibidem, p. 113.

Ibidem, p. 113.

NIAMAKEY (Koffi).- *Les images éclatées de la dialectique*, Presses Universitaires de Côte d'Ivoire, Abidjan, 1994, p. 34.

Ibidem, p. 34.

Hans Jonas cité par Niamkey Koffi in *Ecrits politiques, Tome2*, Abidjan, NEI CEDA, 2014, p. 113.

- NIAMAKEY (Koffi).- *Ecrits politiques*, Tome2, Op. cit., p. 60.
 Ibidem, p. 112.
 Machiavel, *Le Prince*, Traduction par Y. Levy, Paris, GF-Flammarion.
 NIAMAKEY (Koffi).- *Ecrits politiques*, Tome2, Op. cit., p. 118.
 Ibidem, p. 119.
 Ibidem, p. 119.
 Ibidem, p. 121.
 RUSSELL (Bertrand).- *Ethique et politique*, Paris, Payot, 2014, p. 122.
 NIAMAKEY (Koffi).- *Ecrits politiques*, Op. cit., p. 179.
 CHABOT (Jean-Luc).- *Introduction à la politique*, Presses Universitaires de Grenoble, 2007, p. 36.
 Ibidem, p. 36.
 Ibidem, p. 35.
 Arno Münster, *Le principe « discussion »*, Paris, Editions Kimé, 1998, p. 9.
 NIAMAKEY (Koffi).- *Ecrits politiques*, Tome 2, Op. cit., p. 117.
 Butler Judith, *Qu'est-ce qu'une vie bonne ?*, Paris Payot, 2014, p. 27.
 KANT, *Eléments métaphysiques de la doctrine du droit*, Traduction par J. Barni, Paris, Editions A. Durand, p. 320.
 ADORNO, *Problems of Moral Philosophy*, Traduction anglaise Rodney Livingstone, Cambridge, Polity Press, 2000, p. 19.
 NIAMAKEY (Koffi).- *Ecrits politiques*, Op. cit., p. 1112.
 Ibidem, p. 121.
 Ibidem, p. 180.
 Finley.I. Moses, *La démocratie athénienne*, Traduction par Monique Alexandre, Payot, Paris, 2003, pp. 169-170.

BIBLIOGRAPHIE

- ADORNO, *Problems of Moral Philosophy*, Traduction anglaise Rodney Livingstone, Cambridge, Polity Press, 2000.
 ARENDT (Hannah), *Du mensonge à la violence*, Paris, Calmman-Lévy, 1989.
 ARENDT (Hannah), *La nature du totalitarisme*, Traduction par Michèle Irène, Paris, Payot, 1990.
 ARISTOTE, *Politique*, Traduction par J. Volquin, Paris, GF-Fammarion, 1966.
 ARISTOTE, *Ethique de Nicomaque*, Traduction par J. VOLQUIN, Paris, GF-Fammarion, 1966.
 BUTLER (Judith), *Qu'est-ce qu'une vie bonne ?*, Paris, Payot, 2014.
 CAMUS (Albert), *Actuelles*, Paris, Gallimard, 2003.
 CHABOT (Jean-Luc), *Introduction à la politique*, Paris, Presses Universitaires de Grenoble, 2007.
 FINLEY, I. (Moses), *La démocratie athénienne*, Traduction par Monique Alexandre, Paris, Payot, 2003.
 HABERMAS (Jürgen), *L'intégration républicaine*, Traduction par Rainer Rochlitz, Paris, Editions Pluriel, 2014.

- HABERMAS (Jürgen), *Morale et communication*, Paris, Flammarion, 2006.
- HEGEL, *Principes de la philosophie du droit*, Traduction par A. Kaan, Paris, Gallimard, 1992.
- KANT, *Eléments métaphysiques de la doctrine du droit*, Traduction par J. Barni, Paris, Editions A. Durand, 1855.
- MACHIAVEL, *Le Prince*, Traduction par Y. Levy, GF-Flammarion, Paris.
- NIAMKEY (Koffi), *Ecrits politiques*, Tome2, NEI CEDA, Abidjan, 2014.
- NIAMKEY (Koffi), *Les images éclatées de la dialectique*, Presses Universitaires de Côte d'Ivoire, Abidjan, 1994.
- PLATON, *La République*, Traduction par Emile Chambry, GF-Flammarion, Paris, 1966.
- RUSSELL (Bertrand), *Ethique et politique*, Payot, Paris, 2014.